



PRÉFET DES VOSGES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du Pilotage
et de l'Animation Interministérielle

17 DEC. 2025

Arrêté n° 98/2025/ENV du
autorisant la restitution des sommes versées antérieurement à la Caisse des Dépôts et des
Consignations à la société GRANDIDIER située sur la commune de Réhaincourt

Le Préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 541-22 et R. 543-3 ;
- Vu l'arrêté du 24 août 2010 modifiant l'arrêté du 28 janvier 1999 modifié relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées ;
- Vu le décret du Président de la République du 10 novembre 2025 portant nomination de M. Blaise GOURTAY en qualité de Préfet des Vosges ;
- Vu l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 ;
- Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 807/2000 du 17 avril 2000 modifié, autorisant l'établissement GRANDIDIER à étendre l'installation de collecte, tri, transit et regroupement de déchets dangereux, située sur le territoire de la commune de Réhaincourt ;
- Vu le courrier du 06 mai 2025 de la société GRANDIDIER sollicitant auprès de la préfecture des Vosges la déconsignation du montant des garanties financières mise en consignation auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations dans le cadre de l'obtention de l'agrément au titre de la collecte des huiles usagées. ;
- Vu les documents annexés à cette demande ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 novembre 2025 ;
- Vu le projet d'arrêté transmis à la société GRANDIDIER, en date du 8 décembre 2025 ;

Considérant que l'arrêté du 24 août 2010 modifiant l'arrêté du 28 janvier 1999 modifié relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées a supprimé l'obligation de dépôt d'une consignation de 10 000 francs auprès de la caisse des dépôts et des consignations.

Considérant que la lettre de la direction générale de la prévention des risques du ministère de l'écologie en date de juin 2011 invite les services de l'inspection des installations classées à, je cite, « accepter des demandes de restitution des sommes consignées accompagnées des récépissés de dépôt de consignation qui nous parviennent ».

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1 :

La société GRANDIDIER dont le siège social et le site d'exploitation sont situés 1 route de Morville à REHAINCOURT (88 330) est tenue de respecter les prescriptions complémentaires du présent arrêté.

Article 2 :

La société GRANDIDIER est autorisée à déconsigner la totalité des sommes versées à la Caisse des dépôts et consignations, dans le cadre des agréments délivrés au titre de la collecte des huiles usagées, sous les références suivantes :

Récépissé n° 136 882 du 16/09/1985 pour un montant de 5000 Francs

Récépissé n° 136 761 du 18/05/1985 pour un montant de 5000 Francs

Récépissé n° 136 883 du 16/09/1985 pour un montant de 5000 Francs

Récépissé n° 136 762 du 18/06/1985 pour un montant de 5000 Francs

Récépissé n° 00 098 096 du 08/02/1990 pour un montant de 5000 Francs

Récépissé n° 00 109 225 du 04/07/1990 pour un montant de 5000 Francs

Récépissé n° 00 022 026 du 16/12/1999 pour un montant de 5000 Francs

Récépissé n° 00 099 777 du 16/02/1994 pour un montant de 5000 Francs

Récépissé n° 00 099 776 du 16/02/1994 pour un montant de 5000 Francs

Récépissé n° 00 022 028 du 18/05/2000 pour un montant de 10 000 Francs

Récépissé n° P 000 2098 du 18/03/2008 pour un montant de 25 euros

Récépissé n° P 000 2092 du 18/03/2008 pour un montant de 725 euros

Pour une somme totale de 9 134 euros

Article 3 :

La Secrétaire générale de la préfecture des Vosges, l'inspection des installations classées de l'unité départementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Vosges (UD-DREAL) et le maire de Rehaincourt sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Grandidier, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges et affiché en mairie de Rehaincourt.

Fait à Épinal, le

17 DEC. 2025

Le préfet,

Par délégation, la Sous-Préfète,
Secrétaire Générale

Anne CARLI

Délais et voies de recours - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy selon les modalités fixées à l'article R. 181-50 du code de l'environnement.